Le pouvoir aux travailleurs

07 Mars 2018

N° 241

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Éditorial

ASSASSINAT DU PETIT BOUBA, UN CRIME BARBARE D'UN AUTRE ÂGE À IMPUTER À CETTE SOCIÉTÉ MALADE DU CAPITALISME Page 3 - 4

CHANTIER DU STADE OLYMPIQUE :

6 JOURS DE GRÈVE POUR DÉNONCER L'EXPLOITATION

Page 5

IL N'EST PAS ADMISSIBLE QUE DES MILLIONS DE PERSONNES SOUFFRENT DE LA FAIM ALORS QUE LA MINORITÉ RICHE AMASSE DES FORTUNES !

Page 9-10

MALI : DES FEMMES RÉAGISSENT CONTRE LA VIOLENCE

Page 13

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- ASSASSINAT DU PETIT BOUBA, UN CRIME BARBARE D'UN AUTRE ÂGE À IMPUTER À CETTE SOCIÉTÉ MALADE DU CAPITALISME !.....	3 - 4
- CHANTIER DU STADE OLYMPIQUE : 6 JOURS DE GRÈVE POUR DÉNONCER L'EXPLOITATION ……..	5 - 6
- CMC-CI : LES TRAVAILLEURS ONT FAIT RECULER LE PATRON ……	6 - 7
- IL N'EST PAS ADMISSIBLE QUE DES MILLIONS DE PERSONNES SOUFFRENT DE LA FAIM ALORS QUE LA MINORITÉ RICHE AMASSE DES FORTUNES ! …….	8 - 9
- SI LE RIDICULE POUVAIT TUER … …….	9 - 10
- BLOLEQUIN : LA POPULATION SE RÉVOLTE CONTRE LE RACKET …..	10
- CLINIQUES-BOUTIQUES ET HÔPITAUX PUBLICS : UNE SITUATION SCANDALEUSE ……	10 - 11
- UN ÉTAT INCAPABLE DE GARANTIR L'ACCÈS À L'EAU POTABLE À SA POPULATION !…….....	11 - 12
- TROP DE FEMMES MEURENT, C'EST INACCEPTABLE !	12
- DE LA PUBLICITÉ À BON COMPTE ! ……	13
- PAROLE, PAROLE ! ……...	13
- EN ATTENDANT, ON FAIT QUOI POUR NE PAS MOURIR CADEAU ?….	13
- AFRIQUE DU SUD : UN NOUVEAU PRÉSIDENT AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE …….	14
- MALI : DES FEMMES RÉAGISSENT CONTRE LA VIOLENCE DONT ELLES SONT VICTIMES ……	14 - 17

ASSASSINAT DU PETIT BOUBA, UN CRIME BARBARE D'UN AUTRE ÂGE À IMPUTER À CETTE SOCIÉTÉ MALADE DU CAPITALISME

Le 24 février, un petit garçon de 4 ans, Bouba, a disparu de la demeure familiale du quartier de Williamsville. Il aurait été tué par un voisin, un petit bijoutier bien connu de la famille. Ce dernier l'aurait égorgé puis vidé de son sang à des fins de rituels magiques. C'est son marabout qui lui aurait prescrit un tel « sacrifice pour devenir riche ».

Tout Abidjan est secoué et indigné par ce meurtre qui a plongé les populations dans la psychose des crimes rituels, surtout en cette veille d'élections où certains politiciens louent les services de féticheurs et autres marabouts pour « gagner des élections ». On peut se demander si derrière le crime commis par le petit bijoutier, il n'y a pas un commanditaire haut placé en mal de pouvoir magique. Les rumeurs vont bon train, alimentées par les réseaux sociaux et les médias.

On en est là en plein 21ème siècle, où les techniques de communication les plus sophistiquées comme l'internet, servent à propager les rumeurs les plus sordides, fondées sur des croyances venant du fond des âges. Le fait de cliquer sur un bouton et envoyer un message ou une image instantanément à l'autre bout de monde n'est pas considéré comme de la magie. Mais, il y a encore des gens qui sortent parfois des grandes écoles et qui continuent de croire qu'en sacrifiant un être humain et en buvant son sang, on peut devenir riche et puissant. Il y a dans ce pays des juges qui condamnent des pauvres gens pour avoir soi-disant « mangé l'âme » de quelqu'un ou de lui avoir « jeté un sort », etc.

C'est complètement stupide et aberrant mais c'est toute la société capitaliste qui est aberrante. Les moyens techniques et les connaissances scientifiques ne sont pas développés pour éclairer la conscience du plus grand nombre mais avant tout pour permettre aux capitalistes d'accroitre leurs profits. Il est dans l'intérêt des exploiteurs et des Etats qui sont à leur service, de maintenir les classes pauvres dans l'ignorance, d'entretenir les préjugés et les croyances de toutes sortes pour qu'elles continuent à croire que si elles sont pauvres c'est à cause d'un mystère qui échappe à leur volonté et à leur entendement. Comment s'étonner alors que les marabouts, les féticheurs et les charlatans de toutes obédiences, fleurissent dans les réseaux sociaux, les chaines de radios, les coins de rues pour vendre leurs grigris anti-

accident, anti-poison, anti-malheurs et autres sacrifices pour devenir millionnaire ?

De nombreuses personnes ont tenu à participer à un rassemblement de solidarité avec la famille du petit garçon et en même temps pour dénoncer l'acte odieux. On a vu aussi la « première dame de Côte d'Ivoire » accompagnée de quelques politiciens, sur les pages des journaux en train de verser sa petite larme. «L'auteur de cet acte criminel ne restera pas impuni » a-t-elle dit. « Plus jamais ça », a dit un membre du gouvernement. Mais quelles décisions ont-ils prises pour que cela ne se reproduise pas ? Tous les jours à la radio, on continue de donner la parole aux charlatans. Les églises propagent à longueur de journée que les miracles sont des réalités. Des marabouts accompagnent certains politiciens pour les « protéger contre le mauvais sort », etc.

Des meurtres comme celui de Bouba, il y en aura d'autres. Ce ne sont pas les quelques indignations venant du palais présidentiel ou d'un ministère qui changeront quelque chose. Il s'agit d'un problème profond qui ne trouvera sa solution que par un changement en profondeur de la société. Si on ne met pas fin à la pauvreté et à l'ignorance, on ne peut pas mettre fin aux préjugés et aux croyances de toutes sortes qui en découlent. Or, les gens qui sont au pouvoir vivent d'un système qui engendre la misère. Ils ne peuvent pas lutter contre le système qui les nourrit.

Seuls les travailleurs, s'ils s'organisent pour mettre fin à cette société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, peuvent réaliser ce changement en profondeur. En prenant le contrôle du pouvoir et de l'économie, ils mettront les moyens techniques et les richesses au service de la grande majorité. Ils mettront les moyens de l'Etat pour propager l'éducation de la population afin de lui donner la possibilité de comprendre les choses qui lui paraissent obscures aujourd'hui. C'est alors seulement qu'on pourra dire que la sorcellerie et les rites magiques seront enterrés avec le capitalisme, dans la poubelle de l'histoire humaine.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CHANTIER DU STADE OLYMPIQUE : 6 JOURS DE GRÈVE POUR DÉNONCER L'EXPLOITATION

Les travailleurs du stade olympique situé dans la commune d'Anyama, ont marqué un arrêt de travail depuis le vendredi 2 mars 2018 pour protester contre le renvoi de leurs porte-paroles au nombre de cinq. Cette grève spontanée dure depuis plusieurs jours et malgré les interventions des forces de l'ordre pour briser la grève, les travailleurs résistent et continuent de bloquer le chantier.

C'est depuis plus de trois mois que ces travailleurs dénoncent les mauvaises conditions de travail. Sur ce grand chantier où les travaux montent en hauteur, et surtout où tout est fait de ferrailles, les mesures de sécurité ne sont pas aux normes. Il manque par exemple des harnachements pour permettre aux travailleurs de s'accrocher au mieux sur les barres de fer. Il manque des chaussures de sécurité pour tous et quand la direction en distribue à quelques travailleurs, elles sont toujours de mauvaises qualités. Les travailleurs sont considérés comme des bêtes de somme. Il n'existe pas de cantine, et les femmes qui s'échinent à préparer les repas pour les ouvriers sont obligées de parcourir plus de 500 mètres pour aller chercher de l'eau de cuisson. De surcroit, elles puisent cette eau dans un endroit insalubre à côté des latrines à ciel ouvert. Donc le risque d'une épidémie de choléra est réel. Bien que cela soit plusieurs fois dénoncé, la direction fait la sourde oreille.

Et depuis octobre 2017, plusieurs grèves ont éclaté sur ce chantier. Les travailleurs ont listé des revendications pour demander une réelle amélioration de leurs conditions de travail. Des réunions ont été organisées par l'Inspection du travail pour trouver une solution négociée. Les patrons ont promis de satisfaire les exigences des travailleurs. Mais c'était des promesses sans lendemain. Ces mêmes problèmes ont provoqué une autre grève en décembre 2017. La direction a profité du fait que les travailleurs n'étaient pas bien organisés pour mettre à la porte leurs représentants. Mais c'était déplacer le problème et non le résoudre.

C'est ainsi que deux mois après, début février, les travailleurs ont déposé une nouvelle liste de réclamations et revendications, le tout appuyé d'un préavis de grève. D'autres séances de négociations ont eu lieu. La dernière en date, le lundi 26 février, l'Inspection de travail a tacitement reconnu le barème du bâtiment et demandé à ce que le syndicat des travailleurs calcule le rappel salaire.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Quatre jours après, le vendredi 2 mars, la direction de BCEG renvoya sans motif les cinq porte-paroles des travailleurs. De bouches à oreille l'information du renvoi des délégués circula sur tout le chantier et aux environs de 11 heures tout le travail fut arrêté.

Dans l'après-midi, les travailleurs en grèves font sortir leurs collègues sous-traitants. Le lendemain, ils bloquent tous les entrées du chantier. Au 3ème jour de blocus, le lundi 5 mars, la direction appelle l'Etat à son secours. La gendarmerie arrive et commence à utiliser les gaz lacrymogènes pour disperser les travailleurs. La riposte de ces derniers ne se fait pas attendre. Ils incendient des pneus usés et tentent de couper l'axe Abidjan Adzopé. Dans l'après-midi, les gendarmes débordés font appel à un renfort de police CRS ainsi qu'à la BAE (Brigade Anti-émeute).

La direction de l'entreprise, débordée par les événements, affiche le même jour une note d'information pour indiquer que son chantier est fermé jusqu'à nouvel ordre. Mais comme la majorité des travailleurs n'ont pas encore reçu leur paie de la semaine, ils sont invités à revenir le lendemain pour récupérer leur argent. La journée du mardi 06, a été pareille que celle de lundi : jet de lacrymogène et riposte des travailleurs par l'incendie des pneus. Mais pour donner plus de visibilité à leur mouvement, les travailleurs ont confectionné des pancartes et ont improvisé une marche spontanée en direction de la mairie et de la sous-préfecture. Ils ont été reçus par quelques représentants des autorités locales qui ont promis de faire échos à leur cri de cœur.

Les travailleurs ont constaté de leurs propres yeux que le gouvernement s'est rangé du côté des patrons en faisant intervenir les forces de l'ordre alors qu'ils ne font que réclamer leurs droits. Le gouvernement qui n'a d'oreilles que pour les intérêts des exploiteurs. Les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes collectives pour obtenir des améliorations des salaires et des conditions de travail.

CMC-CI : LES TRAVAILLEURS ONT FAIT RECULER LE PATRON

Cela fait maintenant deux mois que la direction a été contrainte de réajuster le salaire des travailleurs. Néanmoins, elle a continué de payer certains travailleurs avec un salaire inférieur au Smig. Pour ce qui est de la déclaration à la CNPS, elle ne veut prendre en compte que quinze travailleurs sur la soixantaine.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

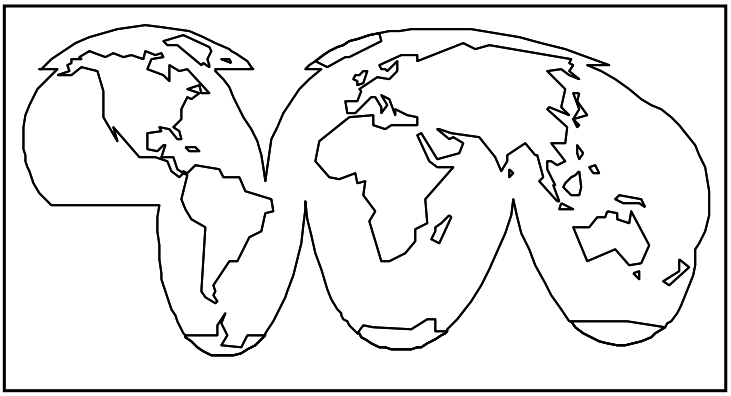
Aujourd'hui, pour se venger contre la révolte des travailleurs, elle a demandé à tous ceux qui dorment sur le chantier de regagner leur domicile. Mais ce n'est pas par plaisir que les travailleurs dorment sur leur lieu de travail ; c'est parce que leurs maigres salaires ne leur permettent pas payer le prix du transport sans ruiner le budget familiale.

Au début, les travailleurs ont opposé une résistance en bloquant les trois chantiers. La direction a fait un petit recul en accordant un sursis de quelques jours.

Pour montrer au patron que les travailleurs savent aussi attaquer, ceux-ci ont répliqué en lui demandant de payer le rappel du manque à gagner. Ils ont menacé de e mettre en grève si d'ici la première semaine du mois de mars, le patron ne s'exécute pas.

Le patron a changé de ton et a cherché à calmer le jeu. Lors de la dernière paie, il a respecté les salaires promis en versant les 4200 F à tous les manœuvres. Ensuite, il a demandé un délai d'une semaine pour se prononcer sur le rappel des salaires. Devant cette reculade, les travailleurs ont pour le moment mis balle à terre, mais restent toujours mobilisés en cas de volteface du patron.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

IL N'EST PAS ADMISSIBLE QUE DES MILLIONS DE PERSONNES SOUFFRENT DE LA FAIM ALORS QUE LA MINORITÉ RICHE AMASSE DES FORTUNES !

60 ans après l'indépendance, alors que les dirigeants au pouvoir parlent de « pays émergeant à l'horizon en 2020 », quatre à cinq millions de personnes souffrent de la faim et de la malnutrition en Côte d'Ivoire !

Le gouvernement affirme que les choses vont en s'améliorant. Mais ce n'est pas ce que constatent les travailleurs et les populations pauvres dont la situation ne cesse de se dégrader au fil des ans.

Les dirigeants de ce pays ne manquent pas de cynisme lorsqu'ils disent qu'ils ont un programme pour enrayer la faim dans ce pays et que selon leur prévision, en 2030 ils « ne seront qu'un millions » à souffrir de la faim ! C'est une véritable provocation à l'égard de ceux qui souffrent de la faim et de la misère.

Au fil des ans, les riches deviennent plus riches dans ce pays tandis que la misère progresse de l'autre côté. Pour ce qui est du monde du travail, nos anciens sont là pour témoigner qu'ils vivaient mieux il y a trente à quarante ans, que leurs enfants aujourd'hui qui les ont remplacés dans les usines, les chantiers et les bureaux. Comment peut-il en être autrement, quand on sait que le coût de la vie ne cesse d'augmenter alors que les salaires sont bloqués depuis des années ? A cela, s'ajoute la dégradation des conditions de travail, la course au rendement et surtout la journalisation du travail. Tous ces facteurs concourent à enrichir toujours plus les riches et à appauvrir d'autant les travailleurs, dont nombreux tombent dans la misère. Ce sont les deux faces opposées du même système capitaliste.

Le même constat peut être fait dans le monde agricole. La Côte d'Ivoire produit d'année en année plus de cacao, d'hévéa, de noix de cajou, etc. Pourtant, les ouvriers agricoles et les petits paysans sont de plus en plus pauvres. Ce sont les grandes sociétés de négoce, notamment américaines et françaises, ainsi que les entreprises de l'agro-industrie qui s'enrichissent au détriment de ceux qui produisent ces richesses.

Alors, la prétendue « *feuille de route du gouvernement pour l'élimination de la faim et la malnutrition en Côte d'Ivoire à l'horizon 2030* » n'est que de la poudre aux yeux !

L E U R S O C I E T E

Pour combattre la pauvreté et ses conséquences désastreuses, il faudrait que les salaires des travailleurs des villes comme des campagnes augmentent de manière conséquente et soient ensuite ajustés en fonction du coût réel de la vie. Il faudrait également augmenter les prix d'achat « bord champ » des produits agricoles d'exportation en prenant sur les marges des sociétés capitalistes qui opèrent dans ces domaines. Il faudrait donner priorité à la culture des produits vivriers, œuvrer dans l'irrigation et dans les infrastructures utiles aux populations des campagnes. Il faudrait mettre à disposition des producteurs, des tracteurs, de l''engrais, ainsi que tout ce que la technique moderne dispose aujourd'hui pour améliorer la production.

Mais il serait vain d'attendre cela des capitalistes et de leurs serviteurs qui se succèdent au pouvoir. Le moteur de l'économie capitaliste étant le profit, l'intérêt de la majorité de la population ne rentre pas dans leur ligne de compte. Que les gens meurent de faim ou de la guerre n'est pas un problème pour eux, du moment que ça leur rapporte du profit.

De même qu'aucune augmentation conséquente des salaires ne peut être obtenue sans que les travailleurs ne l'imposent aux travers de luttes collectives.

SI LE RIDICULE POUVAIT TUER …

Le ministre de la Promotion de la Jeunesse a annoncé récemment que grâce à l'action de son gouvernement le taux de chômage en Côte d'Ivoire ne serait que de 2,8%. Le mensonge est tellement gros qu'il a suscité une vague de critiques jusque dans son propre camp. À entendre ce genre d'annonce, on se rend compte à quel point ces gens-là se moquent des populations.

Le chômage est ambiant dans ce pays. Il suffit de sortir dans les rues pour s'en rendre compte et en voir les effets. Les rues sont envahies par de petits commerces et des marchands ambulants. Plutôt que de chercher des solutions pour résoudre ce problème de chômage, que font nos autorités ? Elles passent le clair de leur temps à faire la chasse à ces petites gens qui ne cherchent qu'à survivre.

L E U R S O C I E T E

Dans les zones industrielles, les travailleurs sont de plus en plus transformés en chômeurs. Partout, les embauchés sont remplacés par des journaliers que le patron peut mettre à la porte à tout moment en fonction de son humeur.

Même au niveau des jeunes diplômés chômeurs dont ce ministre a la charge, la situation n'est guère mieux. Pour avoir une petite idée de l'ampleur de ce chômage, il suffit de voir les concours lancés par le gouvernement lui-même. Par exemple, pour le concours du Cafop de l'année dernière, là où il n'y avait que 5.000 postes à pourvoir, près de 80.000 personnes se sont inscrites.

Alors ce ministre peut toujours inventer des chiffres bidon et se lancer des fleurs. Mais tôt ou tard, cette situation risque de lui exploser au visage.

BLOLEQUIN : LA POPULATION SE RÉVOLTE CONTRE LE RACKET

Le 17 février, la ville de Blolequin située à l'ouest du pays a été secouée par un soulèvement de la population. À l'origine, il y a l'assassinat à bout portant par un gendarme d'un conducteur de moto qui refusait de lui payer la somme de 1.000 F. Qu'un gendarme, non content de racketter les populations à longueur de journée se mette maintenant à tuer pour une bagatelle, ce fut la goutte d'eau de trop.

La colère de la population fut telle que le gendarme criminel a été lynché jusqu'à ce que mort s'en suive. Après quoi, la foule s'est déplacée vers la brigade de gendarmerie, l'a saccagé et incendié. En bref, tous les symboles de l'Etat ont été visés pour exprimer un ras-le-bol du racket et de la violence des forces de l'ordre contre les petites gens. C'est un avertissement qui leur servira peut-être de leçon !

CLINIQUES-BOUTIQUES ET HÔPITAUX PUBLICS : UNE SITUATION SCANDALEUSE

La télévision a fait un reportage sur les cliniques privées. Il a été révélé que plus de 80% d'entre elles travaillent au noir, c'est-à-dire qu'elles n'ont aucune autorisation pour exercer. Quand on sait le niveau de corruption dans ce pays, l'explication de ce phénomène n'est pas compliquée à comprendre.

L E U R S O C I E T E

La plupart de ces cliniques privées sont plus des boutiques que des centres de santé. Les soins y coûtent cher tandis que leur qualité laisse à désirer.

Malheureusement, dans les hôpitaux publics, la situation n'est guère meilleure. Ce sont pour la plupart des mouroirs pour pauvres malgré les rodomontades des gens du gouvernement. Il y manque de tout, à commencer par le personnel soignant, les lits d'hospitalisation, le matériel de soin, les médicaments de première nécessité etc. Tout y est payant, même jusqu'à des choses élémentaires comme le coton ou même de simples gants en latex.

C'est cette situation scandaleuse qui pousse la plupart des travailleurs à avoir recours à l'automédication avec des médicaments de la rue que le gouvernement prétend combattre. Et quand ça ne va pas toujours, ce sont les charlatans de tous poils, les églises et autres vendeurs de miracles qui les accueillent.

Les riches, quand ils ont des problèmes de santé, vont dans des grandes cliniques huppées quand ce n'est pas directement à l'étranger. Les cliniques privés sordides et les hôpitaux publics mouroirs sont réservés aux pauvres. Alors, nos dirigeants ne s'en préoccupent guère.

UN ÉTAT INCAPABLE DE GARANTIR L'ACCÈS À L'EAU POTABLE À SA POPULATION

La Sodeci a participé à un congrès de l'AAE (Association Africaine de l'Eau) à Bamako où elle s'est enorgueillie de sa prétendue expérience et capacité d'innovation. Ce qui est sûr c'est qu'elle ne manque pas de modestie quand il s'agit de se lancer des fleurs !

Pourtant dans le même temps, selon des chercheurs du CIRES (Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales), « *seulement 20% des ménages en Côte d'Ivoire ont accès à l'eau potable… ».* Mais ces mêmes chercheurs se sont bien gardés de donner les raisons pour lesquelles les 80% de la population restante n'y ont pas accès. Là il ne s'agit pas de problème technique mais politique.

L E U R S O C I E T E

L'eau ne manque pas dans ce pays. Il y a des ingénieurs, des techniciens et des ouvriers qualifiés pour l'acheminer dans tous les foyers, surtout dans les villes. C'est le coût élevé de l'abonnement qui exclut une grande partie de la population. Mais il y a aussi des quartiers populaires où l'eau n'arrive pas dans les robinets à cause de l'incapacité des autorités publiques à assurer un minimum d'infrastructures.

Il y a plus de 5 mois que les populations de Yopougon-Académie n'ont pas d'eau dans leurs robinets, ça n'empêche nullement la SODECI de leur envoyer des factures au mépris de la souffrance des populations. Dans certains quartiers d'Abobo, de Yopougon ou de Port-Bouet sans compter de nombreuses villes de l'intérieur, les gens n'ont pas accès à l'eau potable depuis longtemps. Elle est devenue une denrée rare que les populations payent chère au prix du bidon.

Quant aux beaux quartiers résidentiels, ils n'en manquent presque jamais car l'Etat et la Sodeci y mettent les moyens. C'est clair, il s'agit d'un choix politique de nos dirigeants. Les riches sont prioritaires.

TROP DE FEMMES MEURENT, C'EST INACCEPTABLE !

« 2 à 3 femmes meurent en couches toutes les 3 heures en Côte d'Ivoire » selon l'Agence Ivoirienne de Marketing Social. C'est un scandale dans un pays dont les dirigeants se targuent d'être dans le peloton de tête des futurs « émergeants ».

Ce taux de mortalité très élevé concerne les femmes des milieux défavorisés car elles n'ont pas les moyens de s'offrir un accouchement dans de bonnes conditions. C'est la conséquence d'un manque de volonté politique des autorités. Comment s'en étonner puisque le gouvernement ne construit pas assez des centres de santé ? Et quand il en construit, le suivi n'existe pas. Les hôpitaux sont mal équipés et manquent de tout, y compris à Abidjan. Les urgences ne le sont que de nom. Souvent c'est l'ambulance qui est hors service faute d'entretien. Comment alors évacuer urgemment les femmes enceintes en cas de complications, surtout lorsqu'il s'agit de les déplacer des régions de l'intérieur vers les villes plus équipées ?

Le comble c'est que les centres de santé de villages n'ont pas le personnel qu'il faut, même quand la population a pu cotiser pour s'offrir cet hôpital. Pourtant, ce ne sont pas les demandeurs d'emplois qui manquent mais l'Etat n'embauche pas assez ! Voilà les principales causes de la mortalité des femmes enceintes.

Dans ce monde capitaliste où tout est basé sur l'argent, ce sont toujours les populations pauvres qui en pâtissent.

L E U R S O C I E T E

DE LA PUBLICITÉ À BON COMPTE !

Kablan Duncan a, dit-il, un « projet » pour soi-disant « *lutter contre la malnutrition en milieu scolaire* ». En réalité, c'est un géant américain spécialisé dans l'agro-alimentaire (notamment dans le cacao) qui a prévu de financer la construction de cantines scolaires entre autres dans la zone de production cacaoyère.

Ainsi, ces gens-là pillent les villageois et les réduisent à la pauvreté, ensuite ils se font de la publicité à bon compte pour faire croire qu'ils œuvrent dans la bienfaisance. Ce sont des charognards !

Quant à Kablan Duncan, il a trouvé-là une occasion de se vanter et peut-être de grappiller quelques miettes au passage.

PAROLE, PAROLE !

Amadou Gon Coulibaly est-il déjà en campagne électorale ? Il veut parait-il « accélérer le rythme de réalisation et de livraison des logements afin d'offrir un toit à chaque Ivoirien ».

En 2016, le gouvernement n'a officiellement réalisé que 4 702 logements. A ce rythme, on est loin du nombre qu'il faut pour loger les gens.

De plus, ce n'est pas parce qu'il a dit « offrir » que c'est cadeau !

EN ATTENDANT, ON FAIT QUOI POUR NE PAS MOURIR CADEAU ?

Le gouvernement dit qu'il va injecter « plus de 577 milliards de FCFA » dans le cadre d'un « large programme de renforcement des infrastructures hospitalières à l'échelle national… ».

Ça ronronne comme un discours bien huilé mais il n'y a rien dedans. Il n'y a ni une date de démarrage ni un endroit où l'on peut vérifier ne serait-ce que le début des travaux.

En vérité, rien ne presse pour ces gens-là, car ils continueront à aller se soigner en France ou dans autre pays où on ne meure pas cadeau !

AFRIQUE DU SUD : UN NOUVEAU PRÉSIDENT AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

Depuis le 15 février, Cyril Ramaphosa est le nouveau président de l'Afrique du sud. Sa nomination a fait suite à la démission de Jacob Zuma, impliqué dans de nombreuses affaires de corruption et de plus en plus haï par la population pauvre.

L'ANC (Congrès National Africain), le parti de Mandela, dirige le pays depuis 1994. Le régime raciste d'apartheid a été aboli depuis cette époque et des présidents noirs ont succédé aux présidents blancs à la tête du pays. Une minorité de personnes d'origine africaine a pu accéder à des postes réservés jusque-là aux seuls blancs, y compris à la tête des grandes firmes minières du pays. Toute une couche de petits bourgeois et d'intellectuels noirs écartés jusque-là de certains privilèges, occupent aujourd'hui des postes de cadres et de sinécures et habitent dans des demeures luxueuses au cœur des quartiers résidentiels des grandes villes du pays.

Les intérêts fondamentaux des grands capitalistes nationaux comme internationaux, ont été préservés dans la continuité du régime usé de l'époque honnie de l'apartheid. L'ANC au pouvoir a continué à mettre au pas les travailleurs noirs ainsi que la population pauvre de ce pays. C'est avec l'accord de Jacob Zuma président du pays et aussi celui de Ramaphosa à cette époque administrateur du géant minier Lonmin, que les forces de police ont tiré sur les grévistes de Marikana faisant 34 morts en 2012. Ramaphosa avait fait ses débuts en tant que militant puis leader syndicaliste, mais rapidement il est devenu milliardaire en tant qu'homme d'affaires. D'après le magazine Forbes il était en 2015 la douzième plus grosse fortune d'Afrique du Sud. Selon sa déclaration de patrimoine, il possède 32 propriétés dans le pays.

Les dirigeants nationalistes se sont succédé au pouvoir en s'adressant aux opprimés, mais quand ils y sont, c'est la bourgeoisie capitaliste qui est servie. C'est pourquoi la classe ouvrière d'Afrique du Sud, qui a une longue tradition de lutte, ne doit compter que sur elle-même pour améliorer son sort.

MALI : DES FEMMES RÉAGISSENT CONTRE LA VIOLENCE DONT ELLES SONT VICTIMES

De nombreuses associations de défense des droits de la femme au Mali alertent l'opinion publique et les autorités du pays sur la recrudescence des violences contre les femmes. Elles sont unanimes pour constater qu'il y a une augmentation, voire une « banalisation » de ces violences. Elles dénoncent aussi « le manque de réactivité de l'Etat » devant ces actes dont la plupart sont impunis.

Il est difficile de chiffrer le nombre de ces violences du fait que d'une part, les autorités n'y accordent que très peu d'importance et d'autre part, parce que la plupart du temps les femmes battues ou violées n'osent pas porter plainte devant les tribunaux pour de multiples raisons liées à la tradition, à la religion ou bien tout simplement à cause de la peur des représailles.

Ce qui est encourageant c'est que, malgré tout le poids de la pression sociale, de plus en plus de femmes se mobilisent (surtout dans la capitale) pour s'indigner et manifester dans la rue lorsqu'un crime ou un acte de violence contre une femme est portée à leur connaissance. Cela a été le cas tout dernièrement, le 3 février, après le choc de la diffusion sur les réseaux sociaux, de la vidéo d'un viol collectif. Sur les images, on voit une jeune fille de 14 ans qui pleure et se débat face à quatre assaillants à visage découvert.

De nombreuses femmes, notamment des militantes d'associations féministes comme les Amazones ou des membres d'associations de défenses des droits humains ont réagi pour que la police fasse le nécessaire afin de capturer ces criminels. Elles ont enregistré la vidéo du viol et l'ont donné à la brigade des mœurs de Bamako afin qu'une enquête soit ouverte immédiatement.

Connaissant le manque d'enthousiasme des autorités, les militantes ont lancé un appel sur les réseaux sociaux et offert une somme symbolique de 50 000 F Cfa à celle ou celui qui leur donnerait des informations permettant d'entrer rapidement en contact avec la victime ou ses parents.

Craignant que la justice mette le dossier dans un tiroir au cas où la jeune victime du viol ne porterait pas plainte (ou que ses parents ne le feraient pas à sa place), plusieurs organisations ont été volontaires pour se porter partie civile.

Au bout de quelques jours, les violeurs ont été capturés mais les associations restent vigilantes et exigent qu'ils ne soient pas relâchés dans la nature au bout d'un petit séjour en prison. Elles veulent qu'ils soient jugés de manière exemplaire afin de montrer aux futurs violeurs et agresseurs de femmes qu'ils seront sévèrement punis.

Au niveau du gouvernement, cet acte barbare n'a pas suscité autant d'indignation ni de commentaires particuliers en dehors des autosatisfactions sur la prétendue efficacité de la police. Pour un cas de viol se terminant par des arrestations, combien restent sans suite ?

Les hommes au pouvoir, les dignitaires religieux et traditionnels, ceux qui occupent le devant de la sphère médiatique, ont plutôt tendance à laisser propager le discours selon lequel ce sont les femmes elles-mêmes qui seraient responsables, par leur « comportement » ou leur « provocation », des violences qu'elles subissent. Comment s'étonner alors de la « banalisation » des actes de violences contre les femmes ?

Quelques semaines à peine avant ce viol collectif, le gouvernement malien a eu l'occasion de montrer son vrai visage en matière de lutte contre les violences faites aux femmes. C'était après un meurtre odieux commis par un homme contre sa femme. Le 12 janvier dernier, des femmes ont manifesté devant le parlement pour demander aux députés de voter une loi punissant sévèrement les violences conjugales. Mais le gouvernement, au lieu de soutenir ces femmes qui ont eu le courage de dire qu'elles ne se sentaient pas protégées, a envoyé la police pour les disperser en les aspergeant de gaz lacrymogène et en les frappant à coup de matraques. Aucun député présent n'a

protesté contre cette brutalité. Ils ne veulent pas toucher aux lois actuelles qui considèrent la femme comme inférieure à l'homme.

L'échec de la tentative de réforme pas très courageuse d'ATT

Officiellement, le Mali est « une République laïque » comme aime à le répéter ses dirigeants politiques. Mais le statut de la femme tel qu'il est défini dans le « code de la famille » est particulièrement rétrograde et découle directement des coutumes musulmanes. En août 2009, l'ancien président Amadou Toumani Touré (ATT) a voulu dépoussiérer un tout petit peu le statut de la femme an faisant adopter au parlement un nouveau code plus moderne. Par exemple, sur la question du mariage, seul le mariage civil devrait être désormais légal contrairement à la loi précédente qui établissait l'égalité entre le civil et le religieux. L'âge minimum requis pour le mariage est passé de 16 à 18 ans pour les filles comme pour les garçons. L'épouse ne devrait plus « obéissance » à son mari. Concernant les enfants, « l'autorité paternelle » a été remplacée par « l'autorité parentale ». Sur la transmission de l'héritage, ATT a voulu introduire une certaine égalité entre les filles et les garçons en cas de décès des parents.

Immédiatement après l'adoption du nouveau code, le milieu islamiste (avec à sa tête le Haut conseil islamique dirigé par l'imam Mahmoud Dicko) a mobilisé ses troupes pour le fustiger sous prétexte qu'il serait « inadapté aux valeurs maliennes » et fabriqué par « la prétendue société civile financée par les Occidentaux », « une trahison contre l'islam », etc. Ils ont fait défiler leur talibés en brandissant des tablettes de sourates. Le 12 Août 2009, ils ont rassemblé 50 000 personnes au stade du 26 mars et contraint l'ancien président ATT à reculer en retirant son texte.

En décembre 2011, ATT fait revoter une nouvelle mouture selon la volonté des imams, c'est-à-dire un code aussi rétrograde que celui d'avant sa réforme de 2009. Il est plus ou moins le reflet du statut d'infériorité de la femme dans la société malienne. La réalité est parfois pire car le peu de droits qui existent dans les lois est surtout destiné à montrer aux instances internationales que « le Mali est un Etat de droit ».

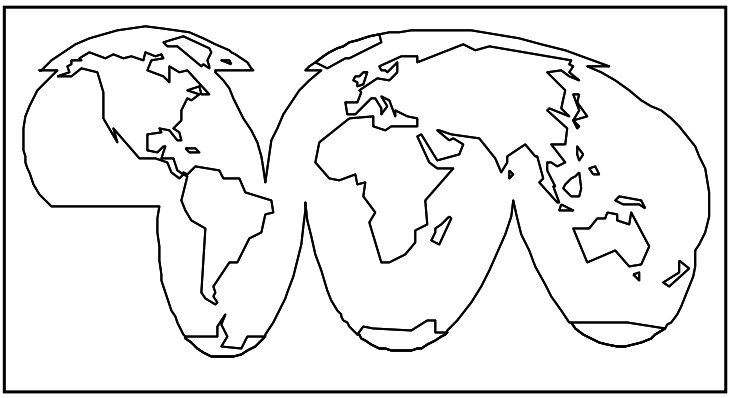
La lutte contre l'oppression de la femme fait partie de la lutte pour l'émancipation de tous les travailleurs

L'oppression de la femme ne résulte pas des lois existantes mais des réalités sociales et culturelles héritées de longue date. Les lois elles-mêmes ne sont que les reflets des inégalités existantes à l'intérieur de la société. Le combat contre l'oppression de la femme, pour l'égalité des sexes, fait partie du combat des socialistes et cela ne date pas d'aujourd'hui. Il y a deux siècles, le socialiste Fourier expliquait déjà que, dans une société donnée, le degré d'émancipation des femmes est la mesure de l'émancipation générale. C'est une dirigeante socialiste (Clara Zetkin) qui en 1910, proposa de faire du 8 Mars, une journée internationale de la femme. Les femmes du monde entier étaient appelées à manifester pour obtenir des droits tels que le droit de vote ou l'égalité des sexes.

Pour les dirigeants du mouvement ouvrier de cette époque-là,

le combat pour l'émancipation des femmes était lié au combat de l'ensemble du prolétariat contre l'exploitation capitaliste. En débarrassant la société du système capitaliste, le prolétariat se donnera la possibilité de fonder une nouvelle société où seraient bannies toutes formes d'oppression, dont celle de la femme. L'égalité entre les sexes ne sera pas seulement une simple phrase écrite dans la loi mais deviendra une réalité car l'Etat socialiste que le prolétariat mettra en place en faisant sa révolution, déploiera tous les moyens pour combattre les préjugés par l'éducation et par la nouvelle organisation économique et sociale. Ce combat est d'une actualité criante.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.